

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 6 JANVIER 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2016
(LORRAINE)

NOR : ASET1650287M

IDCC : 1596, 1597

Suite à la réunion paritaire qui s'est tenue à Metz le 6 janvier 2016 en présence des représentants de la FFB Lorraine, de la CAPEB Lorraine, de la fédération régionale Est des SCOP du BTP et des représentants CFDT, CFTC, CGT-FO, CGT et CFE-CGC ;

En application des articles 12.8 et 12.9 des conventions collectives nationales du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'autre part ;

En application et conformément à l'accord national du 12 février 2002 sur les barèmes de salaires minima des ouvriers,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les valeurs ci-après définies correspondent à un horaire de travail mensuel de 151,67 heures.

Article 2

A compter du 1^{er} janvier 2016, la grille des salaires des ouvriers du bâtiment est la suivante (base 151,67 heures).

| COEFFICIENT | SALAIRE MENSUEL | SALAIRE HORAIRE |
|-------------|-----------------|-----------------|
| 150 | 1 466,83 | 9,67 |
| 170 | 1 492,99 | 9,84 |
| 185 | 1 525,93 | 10,06 |
| 210 | 1 697,12 | 11,19 |
| 230 | 1 827,44 | 12,05 |
| 250 | 1 963,02 | 12,94 |
| 270 | 2 115,97 | 13,95 |

Article 3

Cet accord est valable du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016. Toutefois, les parties signataires conviennent de se rencontrer courant septembre 2016, afin d'examiner ensemble l'évolution de la situation économique.

Article 4

Conformément à la législation en vigueur, l'accord sera déposé auprès de la direction générale du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, ainsi qu'au greffe du conseil de prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 5

L'extension de cet accord, avec son application la plus rapide, sera demandée à la direction générale du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex.

Fait à Metz, le 6 janvier 2016.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FFB Lorraine ;
CAPEB Lorraine ;
Fédération Est des SCOP du BTP.

Syndicats de salariés :

URCB CFDT ;
FG FO construction ;
CFTC.